

VARIANTS : LE VRAI NIVEAU DE L'ALERTE

Interviews, simulations et nos informations pages 22 à 24



Sa voix, sa vie, les confidences de Julien Clerc

Plaisirs pages 42 à 51

LA SŒUR DE SAMUEL PATY : « LES PROFS NE DOIVENT PLUS AVOIR PEUR »

Page 27

Le Journal du Dimanche

Comment Erdogan infiltre la France

► RÉVÉLATIONS

Les réseaux du pouvoir turc pour soutenir l'islamisme dans notre pays

► STRATÉGIE

Les associations, les écoles, les imams et les élus locaux qui relaient sa propagande

Pages 2 à 8



Recep Tayyip Erdogan, président de la République de Turquie.



M 00831 - 3865 - F: 2,00 €

DEFO PHOTOS/ASACA



CHRISTINE LAGARDE, ENTRETIEN EXCLUSIF

- « 2021 sera l'année de la reprise »
- « Il ne faudra pas serrer d'un coup les robinets »

Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne.

Pages 16-17

SERGE PICARD POUR LE JDD

L'événement

RÉVÉLATIONS Le pouvoir d'Ankara dispose de relais d'influence de plus en plus nombreux et actifs jusqu'au sommet de l'islam de France. Ils défendent l'image d'Erdogan, traquent ses opposants et tentent d'imposer une vision antirépublicaine de la religion musulmane

PAR MOHAMED SIFAOUI

Le 20 juin 2017 à Paris, au centre, entouré en rouge, Fatih Sarikir, représentant de la mouvance islamiste Millî Görüs, entouré d'Emmanuel Macron, fraîchement élu, et de Gérard Colomb, alors ministre de l'Intérieur.

YUSUF OZCAN/

ANADOLU AGENCY VIA AFP



L'entrisme turc

Un avertissement en guise de mot d'accueil. Reçu en visite officielle à Paris, le 5 janvier 2018, le président Recep Tayyip Erdogan avait lancé aux dirigeants du Conseil français du culte musulman (CFCM) cette sentence provocatrice : « *Les musulmans de France sont sous ma protection. Ceux qui vous touchent me touchent.* » Trois ans plus tard, alors que les tensions se sont multipliées – jusqu'aux invectives publiques – entre le chef d'État ottoman et Emmanuel Macron autour de la politique française de lutte contre l'islamisme, les informations collectées par les services de renseignement attestent la réalité de l'activisme turc sur notre territoire.

Plusieurs rapports adressés à l'Élysée par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP) à la fin du mois d'octobre 2020 – et que le JDD a pu consulter – dévoilent l'ampleur, les formes et les objectifs d'une véritable stratégie d'infiltration impulsée depuis Ankara au moyen de réseaux animés par l'ambassade de Turquie et le MIT, le service d'espionnage turc. Ces « vecteurs d'influence » pointés par les experts

français agissent principalement auprès de la population turque immigrée, mais aussi à travers les organisations musulmanes et même depuis peu dans la vie politique locale, par l'appui apporté à des élus inféodés.

Une véritable stratégie d'infiltration impulsée depuis Ankara

Longtemps, les services tricolores ont entretenu des relations de travail avec leurs homologues turcs. Ministre de l'Intérieur de 2012 à 2014, Manuel Valls évoque une « *bonne coopération* » sur la surveillance du PKK (mouvement kurde d'opposition armée au régime d'Ankara), la circulation des réfugiés et le combat contre le terrorisme. Mais il ajoute : « *Dans une sorte de naïveté, on n'a pas immédiatement vu le double jeu d'Erdogan. C'est la guerre civile en Syrie qui a révélé son vrai visage et ses intentions réelles.* »

Selon les services français, la mainmise du pouvoir d'Ankara

prend la forme d'un « *contrôle de la communauté turque* » grâce à une galaxie de quelque 650 associations, coordonnée par une confédération représentée non seulement en France mais aussi en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas. Depuis son accession au pouvoir, en 2003, Erdogan jouit d'une forte popularité dans la diaspora, particulièrement en France et dans toute l'Europe du Nord. Cette emprise lui permet à la fois de disposer de relais pour sa propagande, de surveiller les exilés et de « *juguler les mouvements d'opposition* », plus à l'aise pour s'exprimer dans des démocraties. « *Il veut étouffer toute contestation dans l'œuf* », observe-t-on au ministère des Affaires étrangères.

Misant sur le long terme, le gouvernement turc a en outre investi dans l'édification d'un réseau d'écoles destiné à éduquer les enfants selon les préceptes de l'AKP, le parti islamiste conservateur fondé et dirigé par Erdogan. « *Le problème est qu'il s'agit de futurs binationaux, précise un expert. Des Français qui sont formés par un État étranger pour être sensible aux thèses islamistes.* »

L'enseignement est dispensé par des professeurs turcs, « *tous inféodés à l'AKP* », dans le cadre du dispositif des Elco (enseignements de langue et culture d'origine), auquel Macron

veut mettre fin. Il s'appuie aussi sur une fondation baptisée Maarif. Présentée comme un réseau d'établissements privés, cette structure dotée d'antennes dans 60 pays est officiellement vouée au « *rayonnement culturel de la Turquie* ». Pour les services, son véritable objectif serait plutôt « *de promouvoir une scolarité conforme à la ligne islamonationaliste prônée par l'AKP* ». Bien implantée en Alsace, où la population turque est nombreuse, la Maarif est surveillée de près par le renseignement tricolore, qui voit ses écoles comme des « *lieux de diffusion de l'idéologie de l'AKP* » ainsi que « *des espaces de recueil de renseignement* ». Une des notes destinées à l'Élysée affirme même que les enseignants détachés par la Turquie pour les Elco sont susceptibles « *de récolter du renseignement ou de procurer une couverture pour des officiers du MIT* ». En clair : sous la blouse des maîtres se cacheraient des maîtres-espions.

Autre organisation scrutée, l'Union internationale des démocrates (UID) : sa branche française, créée en 2006, s'appuie sur sept associations locales chargées de véhiculer le lobbying pro-Erdogan afin « *d'améliorer la perception* » du régime turc en « *organisant des manifestations* » et en apportant

un « *soutien logistique* » à l'AKP. L'organisation dispose d'un mouvement de jeunes, animé par un Franco-Turc de 32 ans, et d'une section féminine, dirigée par une immigrée turque suspectée d'être en relation directe avec un ancien ponton du MIT et un haut diplomate turc en poste à Paris, qui, selon la DGSI, « *lui transmettent des directives, notamment dans le cadre de la défense de l'image de la Turquie en France et du soutien au pouvoir d'Erdogan* ».

Des personnalités inféodées au pouvoir turc injectées dans des listes électorales

À la propagande idéologique s'ajoute la diffusion d'un islam politique, orchestrée par deux mouvements : le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) et le Millî Görüs, dont les experts du renseignement observent qu'ils visent à « *peser dans les instances officielles de l'islam de France* ». De 2017 à 2019, le CCMTF

L'infiltration turque



Un inquiétant activiste au sommet de l'islam de France

PART D'OMBRE
Fatih Sarikir, secrétaire général du CFCM, est suspecté de liens avec la mouvance radicale

C'est ce qu'on appelle une « grande gueule ». Plus un profil de roublard que de « représentant de l'islam de France ». Fatih Sarikir, Franco-Turc de 45 ans, est la figure montante de l'islamisme. Il y a trois ans, il est arrivé sur la pointe des pieds pour se faire élire, début 2020, secrétaire général du Conseil français du culte musulman (CFCM), pour une durée de six ans. C'est donc lui, la cheville ouvrière, lui qui influence les décisions de ses « frères », comme il les appelle.

Inconnu du grand public, il est le président de la section française du mouvement islamiste Milli Görüs. Il a remué ciel et terre, avec l'appui de l'ambassade turque à Paris, pour que la charte des principes proposée à l'automne dernier par le gouvernement à l'ensemble des représentants de l'islam en France ne soit pas ratifiée. Selon plusieurs sources au sein du CFCM, il aurait déclaré lors d'une réunion préparatoire qu'il ne signerait jamais cette charte, estimant que la notion de « l'islam de France n'était que de la merde ».

Cet islamiste au langage fleuri est aussi connu des services de police pour trois infractions de droit commun. Son nom figure dans plusieurs fichiers comme « individu en relation avec la

mouvance islamiste radicale ». Comment une personne surveillée pour appartenance à la « mouvance islamiste radicale » peut-elle occuper la fonction clé de secrétaire général du CFCM ? Lorsqu'on pose la question aux cadres du Conseil, ils répondent : « Voyez avec le président, Mohammed Moussaoui, c'est lui qui l'a imposé à tous. » Sollicité à plusieurs reprises, il n'a pas répondu au JDD. Tout comme Fatih Sarikir.

Cet islamiste au langage fleuri est connu de la police pour des infractions de droit commun

Ce dernier est impliqué dans des activités culturelles : l'influence, le financement des lieux de culte, la gestion d'écoles pour diffuser la vision islamiste du Milli Görüs [organisation politico-religieuse] auprès de jeunes générations. Il est à l'origine de la création, en 2013, du Groupe scolaire privé Bellevue (GSPB) à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) qui a ouvert à la rentrée 2013. Dans cette opération, il était associé à Mehmet Bebek, ancien vice-président d'une association liée au Milli Görüs et responsable à Montfermeil (Seine-Saint-Denis) de la branche jeunesse du groupe islamiste radical de Metin Kaplan. Ce groupuscule, présenté par

ailleurs sous l'appellation « Califat de Cologne », est pourtant censé être opposé à Erdogan. L'école de Clichy emploie, selon les services de renseignement, « plusieurs individus connus pour leur engagement radical ». En effet, des personnes mentionnées pour leur radicalisation islamiste, voire, pour l'une d'entre elles, parce qu'elle serait « en contact avec des individus favorables au djihad », travaillent ou gravitent autour de cet « établissement scolaire ». Une ancienne compagne du terroriste Adrien Guihal, qui avait revendiqué au nom de Daech l'attentat commis à Nice (86 morts) le 14 juillet 2016, y a même été salariée durant plusieurs années comme agente territoriale spécialisée des écoles maternelles.

Sarikir a étendu son action dans d'autres zones, notamment à Lyon où il a créé l'association Aides aux madrasas de France pour financer un réseau d'enseignement. Pendant les discussions autour de la charte des valeurs, il s'était, selon plusieurs témoins, fermement opposé à un passage du document rendant hommage à l'école publique, républicaine et laïque. Interrogés, les responsables du CFCM se sont montrés très réservés à propos de leur « frère » turc, mais refusent de commenter – par crainte de la réaction des Turcs, disent-ils.

Fatih Sarikir est pourtant, selon un récent rapport des services de renseignement, « en contact avec plusieurs figures de la mouvance islamiste turque de l'agglomération parisienne, dont des militants du mouvement radical kaplaniste ». Lui, au moins, il semble savoir ce qu'il veut. ● M.S.

dévoilé

avait réussi à porter l'un des siens, Ahmet Ogras, à la tête du CFCM, qui fédère les principaux courants de l'islam. Cet ingénieur sans grande formation religieuse devenu agent de voyages niait alors toute subordination à Ankara mais décrivait Erdogan comme un « modèle de démocratie ». Si la mouvance turque ne dispose plus désormais de la même influence, ses affidés ont montré leur poids en décembre 2020 en perturbant, à force de manœuvres internes et de surenchères intégristes, la rédaction de la « charte des valeurs » qu'Emmanuel Macron avait réclamée pour affirmer l'attachement à la République des musulmans de France. Le secrétaire général du Milli Görüs en Allemagne, Bekir Altas, a suivi au téléphone les négociations au sein du CFCM et a donné ses directives à ses représentants en France pour saboter les discussions. Le CCMTF, qui pilote 250 des 2 500 lieux de prière français, est directement rattaché à la puissante direction des affaires religieuses d'Ankara.

Enfin, à en croire les services spécialisés, l'entrisme du régime d'Erdogan touche « la vie politique française en s'appuyant sur des candidats binationaux dans les élections locales ». Plusieurs personnalités in-féodées au pouvoir turc auraient été

« injectées minutieusement » dans des listes, notamment à Strasbourg, Colmar ou Mulhouse lors du scrutin municipal du printemps 2020. Cette offensive discrète a été détectée surtout en Alsace, géographiquement proche de l'Allemagne, berceau de la communauté turque en Europe (lire page 4), et où le concordat de 1801 s'applique encore (par exception à la loi de 1905 sur la laïcité), offrant des facilités aux organisations religieuses soumises à Ankara.

L'un des rapports que le JDD a pu lire dénonce une immixtion vouée à « influencer les décisions politiques » de certaines collectivités. Selon un autre, « la DGSI a pu observer la mise en œuvre de stratagèmes visant à présenter des candidats franco-turcs sur le maximum de listes dans une même ville, de façon à ce que le vainqueur ait au moins un colistier turc qui puisse contribuer à défendre les intérêts d'Ankara ». « Ces manœuvres, concluent les experts du renseignement, ont mené à l'élection de plusieurs conseillers municipaux connus pour leurs sympathies à l'égard du régime d'Erdogan, mais aussi pour leurs relations avec les vecteurs d'influence turcs sur notre sol. » Ce qu'on appelle des chevaux de Troie. ●

MOHAMED SIFAOU

Les Loups gris nationalistes, dissous mais toujours actifs

Dissous en novembre 2020 par le gouvernement français, la branche française des « Loups gris », militants turcs ultranationalistes, « continuent de se réunir » et de se concerter, « notamment sur Facebook », raconte une source du renseignement français qui les surveille depuis plusieurs années.

Responsable de plusieurs incidents, qui prennent souvent des allures d'expéditions punitives contre les détracteurs du régime

d'Ankara ou des membres de la communauté arménienne, ce groupe ne rechigne pas « à utiliser la violence et à troubler l'ordre public afin de faire entendre [sa] position », comme le précise l'une des notes de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), utilisée pour motiver sa dissolution administrative.

Il est évident, aux yeux du renseignement français, qu'Erdogan sait les « manipuler en adoptant leur signe distinctif pour leur sou-

ligner son soutien ». Les Loups gris entretiennent, selon les mêmes sources, des liens à la fois avec la mafia turque et avec le MIT, les services de renseignement turcs, qui recourent à leurs services pour de « basses besognes » contre les Kurdes et les Arméniens, mais aussi contre certains opposants. Ni l'homophobie ni l'antisémitisme qui les caractérisent ne gênent le pouvoir turc, qui ne leur ménage pas son appui. ● M.S.

L'événement

Comment le régime turc accroît son influence

LOBBYING Ankara finance des actions en sa faveur sur ses thèmes de prédilection relayés par des associations implantées en France

Le régime turc a encouragé en France la naissance d'associations qui lui permettent d'accroître son influence et d'imposer ses vues. Trois thématiques reviennent : le génocide arménien (qui n'a jamais existé à ses yeux), la question des Kurdes (qu'il décrit comme des « terroristes ») et la personnalité d'Erdogan (qu'il ne faut pas critiquer).

Surveillé de près par les services de renseignement français, le Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep) a longtemps joué un rôle majeur dans ce dispositif. Il s'agit d'une organisation non gouvernementale dont le siège

est à Strasbourg. Officiellement, elle œuvre pour « les droits de l'homme » et lutte « contre le racisme et la discrimination ». Mais depuis la dissolution des « Loups gris », groupe nationaliste d'extrême droite, le Cojep s'est révélé sous un autre jour. L'un de ses anciens vice-présidents, Veysel Filiz, lié au mouvement fasciste, a été arrêté avec une centaine de kilos d'héroïne dans ses bagages à la frontière entre la Turquie et la Bulgarie. Auparavant attaché de presse à l'ambassade en Belgique, il avait été expulsé pour espionnage.

Le président du Cojep, Ali Gedikoglu, n'aime pas qu'on lui rappelle les liens de son organisation avec le pouvoir turc et son rôle de propagandiste. Mais les exemples ne manquent pas. Le 14 avril 2018, à Dreux (Eure-et-Loir), le Cojep organise une conférence négationniste intitulée « Regard historique sur les événements de 1915 dans l'Empire ottoman ». Deux « conférenciers » sont conviés : Abdelaziz Chaambi et Yves Benard. Le premier est un vieux routier

de l'UOIF à Lyon, président de la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI). Le second se présente comme « historien » : il est l'auteur de deux livres négationnistes sur le génocide arménien. Sur l'affiche annonçant la rencontre, il était écrit en turc : « *Il n'y a pas eu*

La recherche d'un vote communautaire pour influencer les politiques en France

de génocide arménien. » La mairie de Dreux ayant refusé de louer une salle, les organisateurs s'étaient transportés au siège d'une entreprise appartenant à l'un d'entre eux. En février 2019, le Cojep publiait un communiqué pour « manifester sa

totale désapprobation à la suite de la déclaration du président Emmanuel Macron concernant l'instauration d'une journée officielle de mémoire en faveur de la communauté arménienne ».

Ali Gedikoglu avait lui-même été poursuivi devant les tribunaux pour incitation à la haine. Il avait diffusé en novembre 2016, sur sa chaîne YouTube, une vidéo en turc contre des personnalités de la communauté franco-turque qualifiées de « parasites », au risque de les désigner comme des cibles. Une habitude chez plusieurs lobbyistes d'Erdogan. « Nous savons que c'est une association qui a déjà reçu des fonds de la part du pouvoir turc pour essayer de peser sur la politique locale en Alsace notamment », nous avouera une source du renseignement territorial qui « garde un œil » sur le Cojep.

Pour les services français, il s'agit d'une organisation qui « défend l'identité nationale turque et les droits des Turcs expatriés, [...] ses membres étant particulièrement attachés à la pratique

d'un islam rigoriste et à une vision communautariste de la société, rejetant toute assimilation identitaire ou culturelle ».

Le Cojep est désormais délaissé par le régime au profit d'une autre organisation, le Yurtdisi Türkler (YTB), la « Présidence des Turcs de l'étranger et des communautés affiliées ». Dépendant directement du chef, cette organisation mène aussi des actions de lobbying en sa faveur. Une note de la DGSJ que nous avons pu consulter explique que son rôle est de « créer un vote turc » susceptible d'influencer les politiques en France. Ankara finance en partie ces actions. S'y ajoutent les dons de jeunes patrons réunis au sein de l'Association des industriels et entrepreneurs indépendants (Müsiad) implantée à Paris et à Lyon : une sorte de « Medef » turc qui finance le communautarisme. L'une de nos sources évoque quelques centaines de milliers d'euros décaissés annuellement dans ce but. ●

MOHAMED SIFAOU

En Allemagne, Erdogan le « commandeur » des Turcs

ENQUÊTE Très présente outre-Rhin, la communauté reste très liée à Ankara, qui délègue auprès d'elle ses propres imams

Le bâtiment de béton et de verre s'ouvre vers le ciel sur le modèle de l'Opéra de Sydney, en Australie. Deux minarets dominent le quartier. La Grande Mosquée de Cologne peut accueillir jusqu'à 1 200 fidèles. Lors de son inauguration, en septembre 2018, 20 000 personnes s'étaient massées sur le parvis. Ce jour-là, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, avait fait le déplacement. « Nous sommes tes soldats, tu es notre commandeur ! » : c'est lui que la foule était venue acclamer. La Ditib (Union turco-islamique des affaires religieuses), qui gère la mosquée, est une antenne officielle du Diyanet, l'administration des affaires religieuses du gouvernement turc. Aucune personnalité politique allemande, aucun représentant de la population civile de Cologne n'a été convié. Comme si la mosquée était une annexe territoriale de la Turquie.

Avant la crise des réfugiés et l'arrivée d'une population de croyants venue du monde arabe, près de 70 % des 4,7 millions de musulmans d'Allemagne étaient turcs ou d'origine turque. On parle désormais d'un croyant sur deux. Mais la Ditib gère encore 900 communautés dans les grandes villes, qui drainent le plus de fidèles. Quatre cents autres dépendent de l'organisation Milli Görüs, proche du parti d'Erdogan. Dans ces mosquées, les religieux sont liés au Diyanet, qui les forme et les rémunère. Seuls 10 % des imams de la Ditib ou du Milli Görüs ont grandi en Allemagne. Les autres y sont dépêchés à la demande



Inauguration de la Grande Mosquée de Cologne avec le président turc, en septembre 2018. KAYHAN OZER/ANADOLU AGENCY VIA AFP

d'Ankara, souvent sans même qu'ils parlent allemand.

Le « lobby » sous surveillance Ainsi Erdogan entretient son « lobby » en Allemagne, pointent les services de renseignement, qui ont placé le Milli Görüs sous surveillance dans plusieurs Länder. Les preuves ne manquent pas : des mosquées organisent des fêtes avec défilé d'enfants en uniforme quand la Turquie remporte des victoires militaires ; des imams espionnent leurs propres fidèles et dénoncent au Diyanet ceux qui semblent proches de l'opposition. Les renseignements allemands notent aussi

depuis quelques années l'apparition dans les paroisses de « Loups verts » (islamistes) : des militants de la mouvance d'extrême droite

50%

des musulmans d'Allemagne sont d'origine turque. Ils étaient près de 70 % avant la crise des réfugiés en 2016

Ülkücü (Loups gris), ultranationaliste. L'alliance entre l'AKP (parti islamo-conservateur au pouvoir) et le parti d'extrême droite MHP au Parlement turc encourage ces nouveaux missionnaires à étendre leurs réseaux en Allemagne.

« Avec la Ditib aussi il y a beaucoup de défiance », note-t-on au ministère de l'Intérieur. Depuis dix ans, la théologie musulmane peut être étudiée à l'université. Mais ces cursus en langue allemande sont boycottés par la Ditib, qui recrute ses imams parmi les diplômés des universités turques. L'organisation, contrairement à d'autres associations musulmanes (marocaines

ou bosniaques), a aussi refusé de reconnaître cette filière, qui, ouverte au printemps à l'université d'Osnabrück, permettra de former entièrement des imams sur le sol allemand. Il y a un an, la Ditib a ouvert un séminaire religieux dans l'ouest de l'Allemagne : sur les 22 premiers élèves, 20 avaient au préalable validé une formation en Turquie.

Un islam contre le salafisme

Ces « imams importés », déconnectés de la réalité allemande, présentent un double danger selon Serap Güler, secrétaire d'État chargée de l'Intégration en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et proche conseillère du président de la CDU (Union chrétienne-démocrate), Armin Laschet. En plus de leur fidélité à Ankara et du culte de la personnalité d'Erdogan, ils prônent un « islam du passé », pas forcément plus conservateur mais démodé, qui trouve de moins en moins d'écho auprès des jeunes de la deuxième ou de la troisième génération. « Actuellement, il n'y a qu'un seul groupe religieux qui parle bien allemand, qui connaît les besoins des jeunes et surtout qui est capable de les contacter sur les réseaux sociaux, et c'est le salafisme radical ! », expose Mme Güler. Son Land de Rhénanie a développé des programmes pour repêcher des jeunes croyants en quête d'une spiritualité plus moderne.

La CDU a créé une antenne régionale, l'Union de la diversité (Union der Vielfalt), dans laquelle les musulmans qui veulent s'engager sur le terrain en Allemagne, loin des codes de la Turquie d'Erdogan, trouvent leur place. Mais cela reste une initiative très locale. ●

HÉLÈNE KOHL

L'événement

Jean-François Colosimo, historien

« Erdogan considère les Turcs d'Europe comme ses sujets »

DOMINATION Le président turc renforce sa politique identitaire à l'intérieur. Et tente de reconstruire un empire

Auteur en 2020 du livre *Le Sabre et le Turban - Jusqu'où ira la Turquie?* (Éditions du Cerf), Jean-François Colosimo pointe les menaces que représentent le régime de Recep Tayyip Erdogan et les pressions qu'il exerce sur la France et l'Allemagne.

Est-il juste de considérer Erdogan comme un dangereux autocrate ? Comment pourrait-on qualifier un chef d'État qui, en vingt ans, a systématiquement éliminé ses



INTERVIEW

rieur, il profite du désordre mondial pour satelliser l'ancien espace ottoman par des sorties bellicistes.

Doit-on continuer de le considérer comme un allié ?

Avec Erdogan, la Turquie, qui est membre de l'Alliance atlantique et candidate à l'Europe, agresse la Syrie et l'Irak, intervient en Libye, flirte avec la Russie, instrumentalise Daech, mobilise l'internationale islamiste, bouscule la Grèce, arme l'Azerbaïdjan contre l'Arménie... Nul besoin d'ennemi avec un tel ami!

Pourquoi veut-il influencer la vie politique française ?

Erdogan refuse la pleine citoyenneté aux Kurdes et aux Alévis en Turquie. Mais il considère les Turcs immigrés en Europe comme ses sujets

et ses relais. Mieux, il revendique l'administration de tous les musulmans vivant au sein de l'Union européenne. L'Allemagne n'ose guère s'opposer à lui. La France, oui. Elle

« L'UE repose sur une volonté de pacification dont Ankara ne veut pas »

demeure la première puissance de la Méditerranée et le seul pays de réelle laïcité. Elle se confronte donc directement aux ambitions néo-ottomanes d'Erdogan.

L'idée d'une « Turquie européenne » est-elle définitivement morte ?

La Turquie n'a jamais été européenne, ni par l'histoire ni par la géographie. L'Union européenne repose sur une volonté de pacification et de sécularisation dont Ankara ne veut pas. Plus profondément, on n'est pas européen par l'adoption de la technique, mais par le retour critique sur soi. Or, voyez l'obstination turque à nier le génocide des Arméniens et l'occupation de Chypre. La Turquie aurait mérité un vrai projet de partenariat privilégié. Au lieu de quoi l'Europe a préféré une coupable hypocrisie en troquant le sort des démocrates turcs contre la rétention des migrants. ●

PROPOS RECUEILLIS PARM.S.

À Strasbourg, le pouvoir turc tisse sa toile

IMPLANTATION Écoles privées, mosquées, consulat XXL... Les réseaux proches d'Erdogan ont investi plusieurs quartiers et tentent d'influer sur la politique locale

Les jeunes le surnomment « HTP » ou « PierHot ». En quelques années, le quartier populaire de Hautepierre, à l'ouest du centre historique de Strasbourg, a changé de visage: il est devenu l'un des lieux symboliques de l'implantation turque en terre alsacienne. L'ancien centre de formation de la Poste accueille depuis 2015 le groupe scolaire Yunus-Emre, premier établissement musulman privé de la région; 122 collégiens et 83 lycéens y suivent le programme de l'Éducation nationale, enrichi d'enseignements religieux, d'éthique et de culture musulmanes. Le taux de réussite au bac y atteint 100 % et 57 anciens élèves poursuivent leurs études à la faculté de Strasbourg.

« Comme pour d'autres religions, il y avait un réel besoin d'accompagnement dans un cadre familial et dans le respect des valeurs musulmanes, souligne Murat Ercan, le directeur. Les jeunes filles peuvent porter le voile si elles le souhaitent. » Yunus-Emre dépend de la Ditib Strasbourg, qui représente la direction turque des affaires religieuses, la Diyanet. Cette structure, située à côté de l'établissement, a en quelques années grignoté du terrain. Une expansion totalement fortuite, selon Murat Ercan, également membre de la Ditib: « On réduit notre action à la Turquie d'Erdogan et on nous soupçonne d'être un instrument de soft power alors que ces considérations politiques sont à des années-lumière de nos préoccupations. » Dans le même ensemble, la Strasbourg Diyanet Akademi héberge des séminaires de travail rassemblant les autres Ditib de toute l'Europe. Les fonds tirés de cette activité permettent de financer



Le chantier de la mosquée Eyyüb-Sultan de la Meinau, à Strasbourg (Bas-Rhin) en octobre 2019. FRÉDÉRIC MAIGROT/REA

des projets, comme la création d'une faculté libre de théologie, pour le moment suspendue. En attendant, fin décembre, Yunus-Emre a déposé au rectorat une demande d'autorisation de programme de formation d'imams en six ans, à partir de la classe de seconde.

Dans le sud de la ville, à la Meinau, c'est le mouvement islamiste turc Milli Görüs qui tisse sa toile. La gigantesque mosquée de style ottoman Eyyüb-Sultan – la plus grande d'Europe – devrait ouvrir ses portes d'ici à deux ans. Si le chantier, arrêté depuis l'été 2019 par manque de fonds (le budget frôle les 32 millions d'euros), reprend un jour. À quelques encablures, cette organisation, proche de l'idéologie des Frères musulmans, pilote depuis 2014 l'école privée Eyyüb-

« On nous soupçonne d'être un instrument de soft power »

Murat Ercan, directeur du groupe scolaire Yunus-Emre

Sultan, qui vient d'inaugurer une classe de seconde. C'est aussi à la Meinau que l'AKP a créé en 2015 sa première antenne française.

Si Strasbourg apparaît aujourd'hui comme la tête de pont des intérêts turcs en France et qu'Ankara y a installé son – immense – consulat, ce n'est pas par hasard. Le régime du concordat y facilite les implan-

tations religieuses. La capitale abrite le Conseil de l'Europe, cofondé par la Turquie qui continue d'y siéger. Surtout, près de 30 000 Turcs et Franco-Turcs vivent ici sur un total de 650 000 en France, soit la plus importante communauté de la ville. Pour les élus locaux, il est parfois difficile de ne pas céder aux pressions. « Il ne faut pas croire à ces hommes politiques qui fustigent l'islam de Turquie tout en lui tendant aussi la main, prévient Samim Akgönül, directeur du département d'études turques à l'université de Strasbourg. L'entrisme turc est réel et de plus en plus poussé. Mais il y a un réseau de résistants qui refusent d'être réduits à la turquité. »

La mairie n'a versé aucune subvention, que ce soit pour la construction de la grande mosquée ou à la Ditib pour l'acquisition des ter-

rains de Hautepierre (15 millions d'euros financés par des fonds privés turcs). Mais elle a toutefois permis le changement d'affectation du plan d'occupation des sols, et trouvé un arrangement avec l'hôtelier qui s'opposait à la vente. En 2010, après un conseil municipal houleux, un partenariat a été noué entre la commune et la ville de Kayseri, bastion conservateur d'où est originaire l'ancien leader de l'AKP et ex-chef de l'État turc Abdullah Gül. « La pression était très forte », se souvient l'un des participants.

Partisan de l'AKP, Saban Kiper est à l'époque conseiller municipal socialiste, recruté par Roland Ries, l'ancien maire de Strasbourg. Il est désormais chargé des relations publiques de la Ditib et membre du Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (Cojep). Cet organisme proche du pouvoir turc naît dans les années 1980 dans les quartiers populaires de Belfort, sous l'égide de Jean-Pierre Chevènement. Ces « grands frères » ont depuis investi plusieurs partis politiques, des Verts à la droite. « Une fois élus, ils ont mené une politique tellement favorable à Ankara qu'ils ont été écartés », souligne une source locale. En 2015, plusieurs membres du Cojep avaient fondé le Parti Égalité et Justice (PEJ), autodissous depuis. Tête de liste aux législatives partielles de 2017, Murat Yozgat est un ancien cadre de l'AKP en Alsace et ex-responsable du développement de l'Union des démocrates turcs européens. Sati Arik, candidate suppléante dans la 2^e circonscription du Bas-Rhin, est experte en relations internationales du Cojep International. Aux élections municipales de 2014, Tuncer Saglamer, également cadre du Cojep, conduisait la liste du mouvement citoyen de Strasbourg. Aucun d'entre eux n'avait été élu, mais leur liste enregistrait des scores à deux chiffres dans les zones défavorisées. ●

EMMANUELLE SOUFFI

L'événement

Entre Erdogan et Macron, un dialogue de sourds

RELATION Depuis trois ans et demi, les présidents français et turc se parlent mais sans parvenir à s'entendre

Il était à peine arrivé à l'Élysée que la Turquie était déjà un dossier sur son bureau. Élu le 7 mai 2017 président de la République, Emmanuel Macron est confronté au cas d'un journaliste français, Mathias Depardon, arrêté le lendemain dans la région kurde de Batman et très vite accusé de propagande « terroriste » au profit du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Le 25 mai, en marge de son premier sommet de l'Otan, à Bruxelles, le chef de l'État demande à Recep Tayyip Erdogan de le libérer. Deux jours plus tard, au sommet du G7 à Taormine (Sicile), Emmanuel Macron nous confie : « Le président turc, comme Donald Trump et le président russe, sont dans une logique de rapport de force, ce qui ne me dérange pas. Je ne crois pas à la diplomatie de l'invective publique mais, dans mes dialogues bilatéraux, je ne laisse rien passer, c'est comme cela qu'on se fait respecter. »

Le 3 juin, il rappelle le président turc et renouvelle son exigence. Le 9 juin, Mathias Depardon est expulsé vers la France. Rapport de force ? Un mois plus tard, c'est un autre journaliste français, Loup Bureau, qui est arrêté en Turquie. Même réactivité, même pression, même résultat, le jeune reporter est finalement libéré en



Lors du sommet du G20 d'Osaka au Japon, le 28 juin 2019. BLONDET ELIOT / ABACA

septembre. Depuis, les crises se sont enchaînées : Syrie, Libye, Méditerranée, Caucase... La France tente à chaque fois de raisonner le maître turc. Mais chaque vendredi, à l'issue de la prière, Erdogan se déchaîne contre la France, l'Allemagne et l'Europe. Angela Merkel est traitée de « nazie » ; Emmanuel Macron, d'« islamophobe » ; l'Europe, de « malade ». « Erdogan est un provocateur, un leader populiste, sanguin, capable d'exposer son cas, mais sans écouter l'autre », décrypte un familier des conversations entre les deux diri-

geants. « Au début, il lit ce que ses conseillers lui ont écrit sur des fiches et, après, il s'échauffe sans entrer dans les détails, ce qui illustre un manque d'agilité et de capacité au compromis. » « Le Président ne veut pas instrumentaliser les émotions, témoigne un diplomate qui a suivi le dossier turc à l'Élysée. Il reste étonnamment calme alors que nous, à côté, on bouillonne parfois lorsque la conversation devient musclée. »

Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan se sont appelés cinq fois en 2020 : en janvier, en février, en mars et en avril puis seu-

lement le 22 septembre – et plus du tout depuis. Illustration d'un lien dégradé qui traduit côté français le refus de continuer à échanger pour que rien ne change. Côté turc, au contraire, c'est la preuve d'une duplicité française. Dix jours plus tard, Emmanuel Macron dévoile les grandes lignes de sa loi sur le « séparatisme islamiste ».

« Alors que nous sommes convenus d'améliorer nos relations et notre dialogue, voyez à quelle vitesse il l'a oublié, déclare Erdogan le 6 octobre. Le fait qu'il tienne ces propos, juste après notre

appel, en dit long sur le respect qu'on doit lui témoigner. » Le 24 octobre, les choses dégénèrent. Erdogan questionne « la santé mentale » du président de la République, alors que ce dernier venait de rappeler, après les obsèques de Samuel Paty, que la France ne lâcherait rien sur la liberté d'expression et le droit de caricaturer. Le président turc réclame même que les Français « se débarrassent de Macron ».

L'ambassadeur de France en Turquie, Hervé Magro, ancien consul général à Istanbul, est rappelé à Paris pour consultation. L'Élysée en profite pour contre-attaquer sur le fond. Dans une interview à la chaîne Al Jazeera, le 31 octobre, Emmanuel Macron souhaite que les « choses s'apaisent » et que le président turc cesse de dire « des mensonges » sur l'islam de France.

Pourtant, la tonalité des échanges publics entre la France et la Turquie a changé depuis la mi-décembre. Le président turc a nommé un nouvel ambassadeur à Paris. Ce n'est pas un hasard si le diplomate en question, Ali Onaner, est un ancien camarade de promotion du jeune Macron à l'ENA. Mais si le ton n'est plus le même, c'est aussi et surtout parce que Ankara a compris l'importance du changement d'équipe à Washington. Avec Joe Biden, fini l'indulgence de l'ère Trump, place à une politique plus exigeante, notamment sur les droits de l'homme. Une perspective qui soulage à Paris, où l'on était fatigué de mener ce combat, presque seul. ●

FRANÇOIS CLEMENCEAU

PARIS MATCH BOUTIQUE PHOTOS EN LIGNE

SOLDES VENTE DE TIRAGES À PARTIR DE 89€



OFFREZ-VOUS L'HISTOIRE DE PARIS MATCH

COMMANDEZ SUR NOTRE BOUTIQUE EN LIGNE PHOTOS.PARISMATCH.COM

Ces parlementaires qui veillent sur l'amitié France-Turquie

ÉQUILIBRISTES Sur fond de tensions, ils louvoient pour maintenir les liens entre Paris et Ankara

À l'Assemblée nationale et au Sénat se nichent des groupes d'amitié internationale, un pour chaque pays – ou presque. Y compris avec la Turquie. Qu'importe les vives tensions entre Macron et Erdogan, assurent les parlementaires, qui organisent débats et rencontres avec des élus, ambassadeurs, intellectuels et experts. « Les gouvernements et chefs d'État passent, soutient l'ex-sénatrice radicale Josiane Costes, qui fut présidente du groupe d'amitié jusqu'en septembre 2020. Nous avons vocation à maintenir nos liens d'amitié sur le long terme. » « La Turquie n'est pas Erdogan et la France n'est pas Macron », abonde son collègue, le socialiste Jean-Yves Leconte.

Reste que la tumultueuse relation franco-turque condamne ces élus à l'équilibrisme. « Quand je suis arrivé dans le groupe en 2011, on était plus d'une vingtaine, raconte Leconte. Aujourd'hui, on n'est même pas dix. » En octobre 2019, Costes, accompagnée de deux autres sénateurs, s'était rendue en Turquie, « dans un contexte complexe et difficile », écrivent les élus dans leur compte rendu. « Je ne vais pas vous le cacher : c'était compliqué, reconnaît l'ex-parlementaire. Quand j'ai

rencontré le président de la Grande Assemblée [parlement turc], il m'a dit clairement les choses. » Lorsque les sénateurs décident de rencontrer des intellectuels passés par la prison pour cause de divergences politiques avec le régime, « on l'a fait au consulat français, il valait mieux », confie Costes.

Un ambassadeur « très actif » Les tentatives turques pour influencer les parlementaires se font en réalité plutôt en France. « Début 2012, quand nous débattions de la loi réprimant la négation du génocide arménien, l'ambassadeur turc était très actif, se souvient Leconte. Il voulait convaincre les parlementaires de signer le recours au Conseil constitutionnel. La manière dépassait un peu les bornes... » Le sujet est revenu sur la table en 2018 : « Au moment de la révision constitutionnelle, certains voulaient une reconnaissance beaucoup plus appuyée du génocide, raconte le député La République en marche Stéphane Testé, président du groupe d'amitié à l'Assemblée. Les officiels turcs s'étaient mobilisés. » Mais cette diplomatie parlementaire demeure limitée. « On essaie de faire avancer certains sujets, mais c'est compliqué, car ce n'est pas notre rôle », concède un député macroniste. ●

SARAH PAILLOU